

***DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES***

SEANCE DU 15 MARS 2024

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle du conseil municipal,

Sous la présidence de : Monsieur Etienne MALACHANNE, maire

Présents : MERLE - HLYWA - GIBELIN - TRAUCHESSEC - DENNEULIN - BONNET
FABREGUE - SAEZ - SINET - POLGE - GAYTON.MESA - BERARD DE MALAVAS -
ROSSO - DEBAILLE - BOINON

Procurations : RIOS a donné procuration à SINET

PETIT.LLINARES a donné procuration à POLGE

COURBIER a donné procuration à MERLE

GUY a donné procuration à HLYWA

DANIEL a donné procuration à BERARD DE MALAVAS

Absentes : WILLUS - VERDELHAN

Maryline HLYWA est élue secrétaire de séance.

Objet de la délibération : Instauration d'une redevance pour les incivilités et dégradation de biens et matériels publics.

VU le Code général de la fonction publique

VU les articles L.1617.5 et R.2342-4 relatifs au titre de recette exécutoire par le maire de la commune;

VU le code de la santé publique ;

VU le préjudice financier causé à la commune lorsque des biens et des matériels communs sont dégradés.

Considérant que ces incivilités peuvent être caractérisées comme le fait de ne pas respecter les règles tacites de la vie en société et par conséquent de commettre des actes qui portent atteinte à la tranquillité des personnes.

Considérant qu'il est du devoir du Maire de rappeler le devoir de civisme de chacun, essentiel au bon vivre ensemble et de respecter le travail des agents de la ville qui participe à l'entretien de la ville et au bon fonctionnement des matériels et biens publics.

Il est proposé au conseil Municipal de prévoir une redevance pour incivilité et dégradation du mobilier urbain.

La facturation sera faite sur la base d'un décompte des frais engagés par la commune

Considérant que cette redevance sera facturée lorsque les auteurs de ces incivilités seront identifiés et que des moyens de preuves auront pu être rapportés par le biais de procès-verbaux rédigés par les agents assermentés (police municipaux)

Considérant que lorsque l'infraction sera constatée le contrevenant recevra un courrier du maire l'informant de la facturation du coût de la remise en état ainsi qu'un titre de recette correspondant.

Conformément à l'article L1617-5 4° du CGCT la commune peut légalement émettre un titre de recette redevable afin d'obtenir réparation du préjudice subi en cas d'atteinte à l'intégrité du domaine public

Considérant qu'à défaut de règlement dans les 60 jours auprès du Trésor Public à compter de la réception du titre de recette, une majoration pourra être appliquée

Le Maire propose au conseil Municipal de :

Bien vouloir approuver la mise en place de cette redevance

D'autoriser le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'accomplissement de cette redevance

Envoyé en préfecture le 20/03/2024

Reçu en préfecture le 20/03/2024

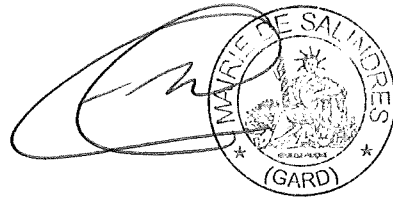
Publié le

ID : 030-213003056-20240315-DE2024_016-DE

Imputer le montant des recettes sur les crédits inscrits au budget
Cette disposition est applicable dès ce jour.

Adoptée à l'unanimité.

Pour copie conforme
Le Maire, E. MALACHANNE



Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération
Fait à Salindres le : 18.03.2024
Date de publication : 20.03.2024